

CONVENTION RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION D'UN AGENT
COMMUNAL AUPRES DE
L'ASSOCIATION DES MAIRES DES ALPES DE HAUTE PROVENCE

Préambule : Les termes de la présente convention sont régis par :

- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique territoriale, (article 10),
- le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

Entre : La Commune de SISTERON, représentée par son Premier Adjoint, Monsieur TEMPLIER Jean-Pierre, dûment habilité par délibération du 27 novembre 2019.

Et :

L'Association des Maires des Alpes de Haute Provence représentée par son Président, Monsieur SPAGNOU Daniel.

Il a été convenu ce qui suit :

► ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet la mise à disposition auprès de l'Association des Maires des Alpes de Haute Provence par la Commune de SISTERON de M xxxxxx , Adjoint Administratif Principal de 1^{ère} classe.

Cette mise à disposition fera l'objet d'un arrêté nominatif individuel.

► ARTICLE 2 : Nature des activités

M xxxxxxx, Adjoint Administratif Principal de 1^{ère} classe, dans le cadre de sa mise à disposition exercera les fonctions suivantes :

- Secrétariat administratif
- Comptabilité
- Logistique

► ARTICLE 3 : Conditions d'emploi

M xxxxxx exercera ses fonctions à temps partiel (80%) soit un nombre d'heures de travail hebdomadaire de 29 heures 36 minutes, compte tenu de la durée du travail de son poste dans la collectivité d'origine fixée à 37 heures hebdomadaires.

L'Association des Maires des Alpes de Haute Provence détermine l'organisation du temps de travail et les conditions de travail de M xxxxx.

Les autres règles applicables à la mise à disposition de cet agent sont régies par les dispositions de l'article 6 du décret n°2008-580 du 18 juin 2008, notamment les droits à congés annuels et jours d'ARTT sont ceux auxquels l'agent mis à disposition bénéficie dans sa collectivité d'origine.

► ARTICLE 4 : Contrôle et évaluation des activités

M xxxxxx bénéficiera des conditions de notation et d'avancement applicables à l'ensemble des personnels de son grade d'appartenance.

Elle bénéficie d'un entretien individuel d'évaluation par Monsieur le Président, ou son représentant, à l'issue duquel un rapport sur sa manière de servir est adressé au Maire de SISTERON.

L'administration d'origine établit sa notation en tenant compte du rapport de l'organisme d'accueil.

► ARTICLE 5 : Rémunération et remboursement

La rémunération versée par la Commune de SISTERON à M XXXXXXXX est celle afférente à son grade (traitement indiciaire, primes et indemnités), avec prélèvement des cotisations salariales et patronales légales et éventuellement d'autres retenues ou cotisations habituelles (mutuelle...).

Les frais de déplacements liés à des missions relevant de l'Association des Maires des Alpes de Haute Provence seront pris en charges par celle-ci.

Le montant de la rémunération (traitement, primes et indemnités) et des charges sociales versés par la Commune de SISTERON à M XXXXX sont remboursés par l'Association des Maires des Alpes de Haute Provence.

► ARTICLE 6 : Durée de la mise à disposition

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à partir du 01 janvier 2023. Selon les dispositions de l'article 3 du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, elle est prononcée pour une durée maximale de trois ans et peut être renouvelée par périodes ne pouvant excéder cette durée.

► ARTICLE 7 : Conditions de réintégration, règles de préavis

La mise à disposition peut prendre fin à la demande soit de l'Association des Maires des Alpes de Haute Provence soit de la Commune de SISTERON soit de M xxxxx.

La demande doit être notifiée aux autres parties dans un délai de trois mois précédant la fin de la mise à disposition envisagée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Selon les dispositions de l'article 5 du décret n°2008-580 du 18 juin 2008, lorsque cesse la mise à disposition, le fonctionnaire qui ne peut être affecté aux fonctions qu'il exerçait précédemment dans son service d'origine reçoit une affectation dans l'un des emplois que son grade lui donne vocation à occuper.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre l'Association des Maires des Alpes de Haute Provence et la Commune de SISTERON.

► ARTICLE 8 : Dispositions diverses

Une copie de la présente convention sera notifiée à Monsieur le Président de l'Association des Maires des Alpes de Haute Provence et Monsieur le Premier Adjoint de la Commune de SISTERON.

Fait à SISTERON, le

Le 1^{er} Adjoint de la Commune de SISTERON

TEMPLIER Jean-Pierre

Le Président de l'Association
des Maires du 04

SPAGNOU Daniel